

Principes budgétaires, comptables et fiscaux

Principes budgétaires et comptables



Le principe d'unité budgétaire (art. 6 LOLF)

L'ensemble des recettes et des dépenses de l'État doivent être retracées sur un **document unique**.

Cela permet une **lecture rapide et globale du budget** de l'État et facilite le contrôle du Parlement.

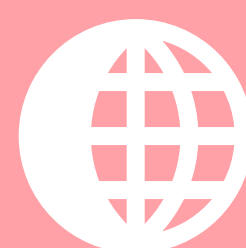
À relativiser : avec le phénomène de débudgétisation et les opérations de l'État matériellement réparties sur trois comptes distincts : le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux.

Le principe d'universalité budgétaire

Le principe du produit brut : les produits et les recettes doivent être présentés séparément, sans pouvoir être compensés entre eux. Le montant affiché des produits correspond donc à un montant brut.

Le principe de non-affectation : les produits ne doivent être affectés à aucune dépense particulière.

Il existe cependant de nombreuses exceptions : fonds de concours, attributions de produits...



Le principe d'annualité budgétaire

Ce principe exige :

- que le Parlement vote le budget pour l'année civile à venir
- que le Gouvernement exécute ce budget au cours de la même année

Plusieurs dérogations sont néanmoins prévues : engagements par anticipation, reports de crédits...





Le principe de spécialité



La spécialité du vote des crédits : il sont votés par mission, c'est-à-dire, un ensemble d'au moins deux programmes qui concourent à une politique publique définie relevant d'un ou plusieurs ministères.

La spécialité de la présentation des crédits : consiste à détailler l'autorisation budgétaire afin que chaque crédit ait une destination déterminée

Soit un programme, c'est-à-dire une action ou ensemble cohérent d'actions poursuivant des objectifs précis, relevant d'un même ministère qui sont en outre organisés en titres.

Soit une dotation, c'est-à-dire une unité de spécialisation des crédits qui regroupe les dépenses des « pouvoirs publics » et les dépenses accidentelles et imprévisibles destinées à faire face aux calamités (mission « provisions »).

Série d'exceptions: pour la mission « provisions », les virements de crédits...

À côté de ces principes traditionnels, la Constitution fixe également d'autres principes qui n'appellent pas d'observations particulières

Le principe de sincérité budgétaire

Article 32 de la LOLF : « Les lois de finances présentent de façon sincère l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Leur sincérité s'apprécie compte tenu des informations disponibles et des prévisions qui peuvent raisonnablement en découler. Leur sincérité s'apprécie compte tenu des informations disponibles et des prévisions qui peuvent raisonnablement en découler ».



Le principe d'équilibre des finances publiques

Consacré par le **TSCG** du 1er janvier 2013, il postule diverses obligations à la charge de l'ensemble des administrations publiques, qu'elles relèvent de l'État, des collectivités territoriales ou même de la Sécurité sociale (cf. Séance 1)





Principes fiscaux

Posés par la Constitution

LES PRINCIPES SE RAPPORTANT AU PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA LOI FISCALE

Compétence de principe du législateur

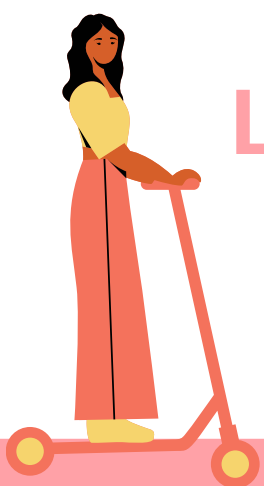
Article 34 de la Constitution : le législateur a une compétence exclusive pour la détermination des règles relatives au taux, à l'assiette et aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature ainsi que pour le vote de la loi de finances.



Principe d'annualité de l'impôt

Le **Parlement** doit autoriser chaque année la levée des impôts, autorisation qui intervient, en pratique, lors du vote de la loi de finances.

LES PRINCIPES SE RAPPORTANT AU CONTENU DE LA LOI FISCALE



Encadrement de la rétroactivité de la loi fiscale

La rétroactivité n'est pas prohibée mais reste strictement encadrée



Principe d'égalité devant les charges publiques (art.13 DDHC)

L'Etat doit traiter identiquement des contribuables placés dans une situation identique. A l'inverse, lorsqu'ils sont placés dans des situations différentes, il est autorisé à les traiter différemment.

Principes de nécessité et de proportionnalité des peines

Ces principes **encadrent** le droit fiscal répressif

